

SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

INTERVIEW

Jean Philbert Nsengimana,
ministre de la Jeunesse
et des TIC du Rwanda

N°179

DÉCEMBRE 2015-JANVIER 2016

POLITIQUES AGRICOLES

Des organisations de producteurs influentes

MIL

Retour vers le futur

INCUBATION AGRICOLE

Un tremplin pour les femmes et les jeunes



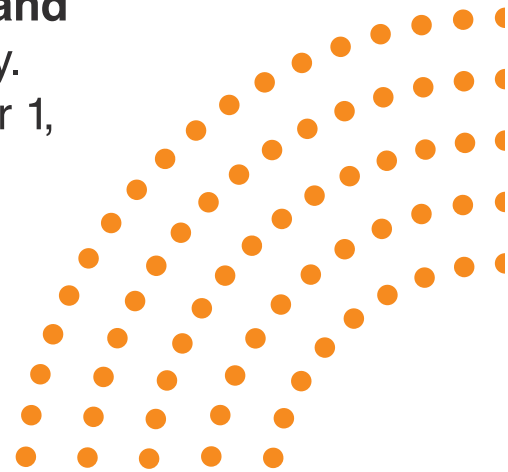


techsoup

Supporting organizations like yours since 1987.

TechSoup has helped more than **600,000 NGOs and libraries** around the world get and use technology. We're excited to announce that beginning October 1, we'll be able to serve you, too.

Learn more at www.techsoup.global.



POLITIQUES AGRICOLES



Des organisations de producteurs influentes

4

TENDANCES

JEAN PHILBERT NSENGIMANA



Le Rwanda sur la voie de l'innovation et de la transformation par les TIC

6

INTERVIEW

Éditorial

Stimuler l'innovation en agriculture



En 2010, Norman Borlaug, le père de la Révolution verte, a déclaré : "Dans les 50 prochaines années, nous allons devoir produire plus de nourriture qu'au cours des 10 000 dernières années." Nous n'y parviendrons pas en maintenant le *status quo*. Seules des innovations majeures en agriculture permettront de nourrir plus de neuf milliards de personnes.

Il y a cependant tout lieu d'être optimiste, car nous sommes à l'orée d'une ère nouvelle, qui verra la science, la technologie et l'innovation aider les petits agriculteurs à améliorer radicalement leur productivité, augmenter leurs revenus et créer de nouveaux marchés pour leurs produits. Les TIC – téléphones portables, etc. – offrent un énorme potentiel pour soutenir cette révolution agricole. De nos jours, il n'est pas étonnant de voir un agriculteur – probablement une femme – qui, dans un village isolé ne disposant peut-être ni de l'électricité, ni de l'eau courante, accède à l'information sur les marchés, la météorologie, la lutte contre les ravageurs et maladies et bien davantage grâce à un téléphone portable.

D'autres technologies vont aussi contribuer à transformer l'agriculture des pays ACP. Les OGM sont encore controversés partout dans le monde, mais les technologies dérivées comme le séquençage du génome et la sélection assistée par marqueurs aident les sélectionneurs à adapter les plantes et animaux aux besoins locaux et à réagir rapidement au changement climatique et aux carences alimentaires. Les outils dont ne disposaient auparavant que les gros exploitants – agriculture de précision, irrigation localisée – deviennent maintenant accessibles et abordables pour les petits producteurs. Des drones servent à inspecter les cultures, surveiller les ravageurs et maladies et évaluer les besoins en irrigation.

Le rôle du secteur privé pour la promotion de l'innovation est crucial. Il n'existe souvent aucune plateforme permettant aux innovateurs des secteurs privé et public de se réunir pour partager leurs expériences. C'est là que des événements comme le récent Forum mondial pour l'innovation dans l'agriculture, édition Afrique, qui s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud – avec l'appui du CTA –, prennent tout leur sens en ce qu'ils constituent des plateformes idéales réunissant les acteurs de l'ensemble de la chaîne de valeur pour partager leurs innovations et promouvoir l'investissement dans l'agriculture.

Michael Hailu
Directeur du CTA



INCUBATION AGRICOLE

Un tremplin pour les femmes et les jeunes

13

DOSSIER

- 4 | Tendances
- 6 | Interview
- 8 | Production agricole
- 9 | Commerce
- 10 | Économie bleue
- 11 | Nutrition et santé
- 12 | Recherche

13 | Dossier Incubation agricole : un tremplin pour les femmes et les jeunes

L'incubation agricole s'impose comme une façon efficace de moderniser l'agriculture des pays ACP, mêlant innovation et entrepreneuriat.

17 | Point de vue Alex Ariho : l'agrobusiness, créateur d'emploi

Le programme UniBRAIN soutient le développement de centres d'incubation et d'innovation.

18 | Reportage Mali : de la pépinière au réseau

L'incubation agricole est utile au-delà de la formation, en permettant la mise en réseau.

20 | Chaînes de valeur Mil : Retour vers le futur

- 21 | Publications
- 25 | Agir avec le CTA

SPORE Est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail: cta@cta.int • Site Web: www.cta.int • DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Michael Hailu • DIRECTEUR DU COMITÉ DE RÉDACTION : Stéphane Gambier • COORDINATION DU COMITÉ DE RÉDACTION : Anne Legrosscollard • COMITÉ DE RÉDACTION : Krishan Bheennick, Isolina Boto, Juan Cheaz, Thierry Doudet, Vincent Fautrel, Philippe Lhoste, Andrew Shepherd • MARKETING : Thérèse Burke • RÉDACTION : Co-directrices exécutives : Anne Perrin et Ottavia Spaggiari • Vita Società Editoriale S.p.A., Via Marco d'Agate 43, 20139 Milan, Italie • Rédactrice en chef de la version anglaise : Susanna Cartmell-Thorp (WRENmedia Ltd) • Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA, Royaume-Uni • Rédactrice en chef de la version française : Anne Perrin s/c Librancrage, 3 rue Maguelone, 34000 Montpellier, France • Rédacteur en chef de la version portugaise : Ricardo Bordalo, Tapada da Carvalha, Cabanões, São João de Lourosa, 3500 – 885 Viseu, Portugal • CORRESPONDANTS : ont participé à ce numéro M. Makoni (Afrique du Sud), A. Carvalho Santos (Cabo Verde), E. Ntungwe (Cameroun), S. Norte (Guinée-Bissau), G. Kamadi (Kenya), J. Karuga (Kenya), S. Diarra (Mali), O. Alawode (Nigeria), B.-H. Carreon (Palau), R. Vaz da Silva (São Tomé-et-Príncipe et Cabo Verde), M.-A. Konte (Sénégal), B. Bafana (Zimbabwe), C. Mkoka (Malawi), et N. Mutumweno (Zambie) • AUTRES CONTRIBUTEURS : B. Addom, J. Bodichon, N. Brynaert, ISO Translation & Publishing, D. Juchault, K. Lohento, D. Manley, A. Perrin, M. Reinert, J. Summers, Tradcatts et Trado-Verso, Y. Zewdie • DESIGN : Intactile DESIGN, France • MISE EN PAGE : Vita, Italie • IMPRESSION : Latimer Trend & Company, UK • © CTA 2015 – ISSN 1011-0054

Des organisations de producteurs influentes

Grâce à un leadership fort, des capacités réelles et une solide volonté de changement, les organisations de producteurs réussissent à modifier les politiques agricoles au bénéfice des agriculteurs à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Les politiques agricoles sont importantes dans la mesure où elles définissent comment les agriculteurs s'engagent dans le processus de production, bénéficient de leur participation aux marchés et gagnent raisonnablement leur vie. Néanmoins, le processus décisionnel favorise souvent les intérêts des consommateurs ou de l'agrobusiness qui peuvent mieux exprimer et satisfaire leurs demandes et intérêts dans l'arène politique. Mais les voix des agriculteurs se font de plus en plus entendre et les organisations nationales et régionales se sont renforcées au point d'influer efficacement sur la législation.

Changement et contraintes

En Ouganda, le pouvoir de l'action collective s'est remarquablement illustré en 2008 lors de la troisième convention nationale des planteurs de café de l'Ouganda, lorsque ceux-ci ont demandé l'élaboration d'une politique nationale du café qui intègre tous les acteurs. Cinq ans plus tard – en décembre 2013 – le ministère de l'Agriculture a mis en place la politique caféière nationale, la première de ce type dans le pays à être élaborée sous l'impulsion des planteurs, unanimement soutenue par les acteurs de la filière café.

Ce modèle, mis en œuvre par l'Union nationale de l'agrobusiness et des entreprises agricoles de café d'Ouganda (NUCAFE), organise les planteurs en au moins une dizaine de comités villageois de 25-35 membres rassemblés pour former une association ; plus de 700 000 planteurs sont maintenant engagés dans 175 associations. Grâce à ce réseau, les planteurs ont accès à des services essentiels, comme le groupage et la transformation. La NUCAFE propose des prestations supplémentaires telles que la formation et l'appui à la commercialisation. Depuis 2013, la NUCAFE et d'autres acteurs de la filière café font pression pour l'application intégrale de la politique caféière nationale afin de favoriser le renforcement des capacités de plus d'un million de planteurs de café ougandais au cours de la prochaine décennie. Ils préconisent aussi l'investissement dans des infrastructures de transformation qui augmenteraient la consommation ougandaise de café et réduiraient la dépendance par rapport aux marchés d'exportation.

L'approche innovante de la NUCAFE suscite aussi des changements dans d'autres secteurs agricoles et explique sa sélection dans le Top 20 des innovations du CTA en 2014. Malgré les succès remarquables de la NUCAFE au niveau national, plusieurs contraintes limitent la capacité des organisations de producteurs (OP) à représenter leurs membres et à induire des changements : la difficulté de diffuser la voix des producteurs de façon indépendante (tendance des gouvernements à influencer les programmes) ; les capacités institutionnelles restreintes ; et le rapport insuffisant entre recherche et besoins des OP. De plus,

Formation en communication organisée par Le Réseau caribéen des productrices rurales (CANROP), dont le rôle est de défendre l'autonomisation des femmes dans la région.



le manque de ressources reste un problème important, en particulier pour développer des stratégies de communication solides. Néanmoins, les organisations régionales et continentales, les bailleurs de fonds et d'autres organismes de développement reconnaissent de plus en plus que l'appui fourni aux OP leur permet de défendre plus efficacement leurs intérêts dans l'élaboration des politiques.

Capacités de leadership

À l'échelle régionale, le CTA travaille avec les organisations de producteurs des pays ACP à renforcer leurs capacités de formation et de développement des compétences, en veillant par exemple à ce que les organisations régionales africaines participent à l'élaboration de politiques qui aient une incidence positive sur leurs membres, comme le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Ces efforts permettent aussi aux responsables des OP régionales d'influencer plus activement les textes de lois qui les concernent. Par exemple, la PROPAC, l'organisation paysanne sous-régionale pour l'Afrique centrale, a organisé en mars 2015, au sein de l'assemblée nationale camerounaise, une consultation régionale entre les OP d'Afrique centrale et les groupes parlementaires panafricains sur les questions de sécurité alimentaire et d'accès à la terre et à l'eau. Suite au plaidoyer de la PROPAC, le gouvernement s'est engagé à tenir compte du point de vue des petits producteurs dans le processus de réforme agraire.

Un résultat particulièrement important pour la

Fédération des agriculteurs de l'Afrique de l'Est (EAFV), par exemple, a été sa participation à l'élaboration de la loi de 2014 sur les sociétés coopératives de la Communauté d'Afrique de l'Est, qui a été adoptée par l'assemblée législative d'Afrique de l'Est en janvier 2015. Après avoir participé aux débats, l'EAFV a formulé un projet de loi d'initiative parlementaire qui a contribué à faire avancer le texte. L'entrée en vigueur de cette loi devrait se traduire par la formation d'une union coopérative régionale et de l'Agence des coopératives de l'Afrique de l'Est dont la première tâche sera de développer un ensemble de règles et réglementations pour la gestion, la régulation et la transparence des coopératives. Dans le Pacifique, la forte implication des gouvernements dans la vulgarisation agricole, la recherche et la commercialisation a traditionnellement freiné le développement d'organisations de producteurs efficaces et leur action s'est plus orientée vers les services que vers les politiques. Toutefois, la situation évolue ; l'organisation faitière – le Réseau des organisations de producteurs des îles du Pacifique (PIFON) qui rassemble 18 organisations paysannes de six pays – aide par exemple ses membres à écrire leurs priorités en matière de politiques et à les soumettre au gouvernement en les fondant sur une argumentation solide et bien construite.

L'un des membres les plus actifs du PIFON en matière de plaidoyer est l'organisation samoane Women in Business Development Inc (WIBDI), qui s'occupe des femmes entrepreneures, particulièrement influente s'agissant des politiques nationales d'agriculture biologique. Outre le fait qu'elle appuie la formation du Comité directeur national de la production biologique et qu'elle fait partie du Comité de certification biologique, WIBDI a contribué à l'élaboration de la norme biologique régionale du Pacifique.

Autre exemple, le Réseau caribéen des productrices rurales (CANROP), dont le rôle est de défendre l'autonomisation des femmes dans la région. Récemment, et bien que le CANROP ait pris part aux échanges lors de la Semaine caribéenne de l'agriculture, il n'est pas parvenu à influencer les ministres et les autres acteurs régionaux. Après les ateliers de formation organisés en 2014 avec l'appui du CTA et de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, le réseau a conclu à la nécessité de communiquer plus efficacement avec les gouvernements. Suite à ces formations, l'approche du CANROP a considérablement évolué, passant de la "demande" d'aide à la "proposition" de récits de productrices entrepreneures du CANROP ; parmi ces récits de réussite figure celui d'un contrat d'approvisionnement régulier d'un supermarché d'Antigua qui a débuté par une modeste vente de 18 \$ US (16 €) et l'histoire de productrices jamaïcaines parvenues à de bons résultats malgré les intimidations de gangs. Avec cette nouvelle approche, les ministres se sont davantage engagés et ont cherché à collaborer avec le CANROP et à le soutenir ; c'est une approche dont il faut s'inspirer à l'heure où d'autres organisations paysannes continuent à renforcer leurs capacités et à faire entendre plus efficacement la voix des agriculteurs. ■



Susanna Cartmell-Thorp

Le Rwanda sur la voie de l'innovation et de la transformation par les TIC

S.E. Jean Philbert Nsengimana, ministre rwandais de la Jeunesse et des TIC, a une longue expérience de la gestion et du développement d'applications TIC maintes fois récompensées, notamment dans l'agriculture et la santé.

Comment le Rwanda compte-t-il atteindre son objectif d'une société et une économie basées sur les connaissances et l'information ?

Le Rwanda a beaucoup progressé ces 15 dernières années depuis le début de son parcours de promotion des TIC pour le développement, qui a nécessité trois plans consécutifs d'Infrastructures nationales d'information et de communication (NICI). Ceux-ci se sont traduits par l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire propice (NICI 1) et la création d'infrastructures (NICI 2) – dont la pose de plus de 7 000 km de câbles en fibre optique, la plus forte densité d'Afrique – le plan NICI 3 a porté sur la prestation de services. Sur les trois dernières années, le nombre d'abonnements de téléphonie mobile est passé de 44,4 % en septembre 2012 à 75,5 % en septembre 2015. Notre stratégie la plus récente, le Plan directeur de développement de l'application des technologies au Rwanda (*Smart Rwanda Master Plan, SRMP*) est un plan d'action fondé sur les connexions et l'innovation, qui vise à transformer le Rwanda en société de la connaissance. Il est basé sur une approche axée sur les services, moderne, responsable et en temps réel de l'agriculture, de la finance, du commerce et de l'industrie, de la santé, de l'éducation et de la gouvernance, et sur l'accès des femmes et des jeunes aux technologies. Il est crucial que le gouvernement favorise la création d'emplois et la compétitivité du Rwanda sur le plan mondial, en s'appuyant sur une économie ouverte et innovante

et un climat d'affaires propice qui attire l'investissement à grande échelle et récompense les entrepreneurs, favorisant ainsi la croissance et les exportations.

Comment le Rwanda deviendra-t-il une plateforme pour les TIC dans la région ? Quelles sont les étapes clés pour y parvenir ?

« Il est crucial que le gouvernement favorise la création d'emplois et la compétitivité du Rwanda sur le plan mondial, en s'appuyant sur une économie ouverte et innovante et un climat d'affaires propice qui attire l'investissement à grande échelle et récompense les entrepreneurs, favorisant ainsi la croissance et les exportations. »

Notre vision consiste à permettre à notre peuple d'accéder aux technologies, opportunités et solutions dont il a besoin à mesure que nous nous transformons en pôle TIC. Plusieurs initiatives suggèrent que le Rwanda est sur la bonne voie : d'abord, le rôle moteur du Président et des ministères concernés a été crucial pour définir une vision nationale et placer les TIC au cœur du développement

socio-économique. Ainsi les citoyens sont mobilisés et les investisseurs privés locaux et internationaux appuient aussi cette vision. Ensuite, le Rwanda favorise l'innovation en mettant en place des mécanismes de financement pour les innovateurs locaux et internationaux, ce qui attire les meilleurs talents dans les centres d'excellence comme l'université Carnegie Mellon (CMU) et

d'autres pôles d'innovation. Des initiatives d'alphabétisation numérique, vitales pour notre vision, sont en cours pour former et certifier les fonctionnaires, enseignants et étudiants et l'ensemble de la population. Pour appuyer ces efforts, 95 % des Rwandais devraient avoir accès au haut débit 4G LTE d'ici 2017. En utilisant les TIC pour créer la dynamique nécessaire à la croissance, nous continuons à consolider



S.E. Jean Philbert Nsengimana

nos forces en favorisant le commerce, la compétitivité et la sécurité.

Comment les représentants du gouvernement utilisent-ils les médias sociaux à l'heure actuelle pour offrir de meilleurs services aux communautés locales ?

Les dirigeants politiques rwandais ont bien compris le potentiel des médias sociaux, comme par exemple Twitter, pour dialoguer directement avec les communautés locales. Le Président Paul Kagame en est un fervent utilisateur et ses 1,2 million d'abonnés montrent à quel point il souhaite échanger, débattre et discuter quotidiennement avec son peuple des questions qui le préoccupent. La plupart des sites web des organismes gouvernementaux utilisent aussi Flickr, des podcasts et des blogs. Le gouvernement passe aussi par les médias sociaux pour accueillir les questions de la population et y répondre dans

le cadre de son dialogue annuel national avec les citoyens rwandais. Ce dialogue permet au Président, à son cabinet, aux gouvernements locaux et aux autres représentants officiels de rendre compte de leurs politiques et actions.

Le CTA a par le passé largement soutenu le renforcement des capacités sur le Web 2.0 et les médias sociaux au Rwanda. Que pourrait-on et devrait-on faire à l'avenir pour permettre aux communautés rurales de tirer le meilleur parti de ces outils ?

Le CTA a fait de l'excellent travail en organisant une formation Web 2.0 au Rwanda en 2012, ce qui a permis aux bénéficiaires – essentiellement des responsables gouvernementaux et des représentants d'ONG – de faire face aux défis d'une époque où les médias sociaux

évoluent vite. Nous avons considéré la formation du CTA comme point de départ pour inciter les organisations à avoir un impact plus fort sur les gens vivant dans les zones éloignées, particulièrement les agriculteurs. Nous voudrions encourager les ONG comme le réseau rwandais de télécentres (*Rwanda Telecentre Network*, un partenaire clé pour les activités de renforcement des capacités du CTA), à participer aux efforts du gouvernement dans ses campagnes de sensibilisation et d'alphabétisation numérique. Il importe aussi d'encourager et aider les communautés rurales à développer des contenus locaux. En travaillant avec les parties prenantes et nos partenaires de développement, nous progressons dans la transformation de la vie de nos concitoyens. ■

Susanna Cartmell-Thorp

ÉCOLOGIE

Du nouveau dans le "push-pull"

La technologie de répulsion-attraction ("push-pull"), qui utilise comme culture intercalaire répulsive *Desmodium intortum*, résistant à la sécheresse, au lieu de *Desmodium uncinatum*, a été adoptée par 42 000 petits producteurs des régions arides de l'ouest du Kenya, du bassin du lac Victoria et du nord de l'Éthiopie. Les rendements du maïs ont été multipliés par 2,5.

SERRES

Tomates abondantes

Au Nigeria, les rendements annuels des tomates cultivées sous serre ont augmenté, avec 264 tonnes par hectare, contre 7 tonnes par hectare pour les tomates cultivées en plein champ, soit une hausse de 3 800 %. Grâce aux tomates sous serre, les pénuries dues aux précipitations irrégulières sont évitées, ce qui permet le maintien de prix bas et la diminution des exportations.

SÉNÉGAL

La bio dynamique

Les organisations membres de la Fédération nationale pour l'agriculture biologique (FENAB), en réussissant à restaurer la fertilité des sols et à rétablir l'équilibre des écosystèmes, luttent contre la disparition de la biodiversité et les changements climatiques. Pour la Fédération sénégalaise, le défi est de préserver la santé humaine, animale et végétale.

CAFÉ

Production relancée

La production de café biologique a augmenté de 180 % en quatre ans à São Tomé-et-Príncipe. Grâce au soutien du Fonds international de développement agricole (FIDA), la production est passée de 5 tonnes en 2011 à 14 tonnes en 2014. Les agriculteurs ont pu investir dans la production de fruits et légumes, destinés à leur propre consommation ou à la vente.



Les petits ruminants font partie intégrante de l'agriculture caribéenne.

RUMINANTS LOCAUX

Réduire la dépendance à l'égard des importations

Bien que les 15 pays du marché unique de la Communauté caribéenne (CARICOM) consomment plus de 11 000 tonnes par an de viande de chèvre et de mouton, seuls 30 % sont produits localement. Techniques d'élevage durable et politiques favorables sont nécessaires pour stimuler le secteur.

D'ici 2050, la population de la CARICOM atteindra 122 millions d'habitants, ce qui aura très certainement un impact sur la production et la demande alimentaires. Les petits ruminants, comme les chèvres et les moutons, font partie intégrante de l'agriculture caribéenne. Bien adaptés à la région, ils nécessitent peu d'investissement en capital et peu de terres, et sont donc accessibles aux exploitants ayant de faibles ressources. On compte environ 2,6 millions de moutons et 3,5 millions de chèvres dans les pays de la CARICOM. La plupart sont élevés dans de petites exploitations familiales qui pratiquent aussi bien la culture que l'élevage. Consciente du potentiel annuel de l'industrie des petits ruminants, la FAO joue un rôle actif dans l'amélioration de la productivité du secteur à travers l'organisation d'ateliers de formation pratique sur les techniques d'élevage des petits ruminants, par exemple sur l'insémination artificielle (IA)

des chèvres. Actuellement, la production de lait et de viande de petits ruminants ne répond pas à la demande. Par conséquent, les importations extrarégionales et de produits d'Australie et de Nouvelle-Zélande représentent plus de 75 % de l'offre.

L'accès à de bons reproducteurs constitue aussi un défi pour les éleveurs. Pour répondre à ces contraintes, la FAO forme des techniciens et des éleveurs aux compétences, techniques et meilleures pratiques liées à l'IA. Cette initiative a permis à des éleveurs de 10 pays caribéens d'importer et d'utiliser du sperme congelé pour améliorer le patrimoine génétique et diversifier leurs troupeaux de chèvres et de moutons, et augmenter ainsi leurs capacités de production et leur productivité. En Jamaïque et à Trinité-et-Tobago, en plus de l'IA, les transferts d'embryons sont aussi utilisés pour améliorer rapidement le patrimoine génétique des troupeaux de chèvres et de moutons. L'initiative met aussi l'accent sur l'amélioration de la gestion des élevages de petits ruminants, ainsi que sur l'alimentation, la nutrition et la commercialisation, afin d'élargir et d'accroître la durabilité du secteur des petits ruminants et de réduire ainsi la dépendance des pays de la CARICOM à l'égard des importations. Le mouton indigène Barbados Blackbelly, par exemple, pourrait être exploité pour sa viande de qualité. Pauvre en graisse et en cholestérol, mais riche en protéines, la viande du Blackbelly est appréciée pour sa saveur douce et maigre, que l'on peut comparer à celle de la viande de cervidés. Comme celle-ci, la viande de Blackbelly pourrait être commercialisée avec succès dans les restaurants et le secteur du tourisme, ou être exportée en tant que produit gastronomique. ■

Jessica Summers



Acheter du café équitable n'est pas forcément un gage de gains supplémentaires pour les producteurs.

CONSUMMATION ÉTHIQUE

Miroir mon beau miroir, qui est le plus équitable ?

Fairtrade et les autres certifications éthiques ont connu un essor prodigieux alors que les entreprises se déchargeaient de leurs responsabilités sur les consommateurs. N'est-il pas temps pour les pays ACP de transférer de nouveau une partie de ces responsabilités au secteur privé ?

Après plus de vingt ans de commerce équitable, on s'interroge sur son efficacité. Des études montrent que les exploitations affiliées au label Fairtrade, notamment en Éthiopie et en Ouganda, ne sont pas parvenues à améliorer les conditions de vie des travailleurs les moins rémunérés. "Au même niveau de qualification, les salaires des ouvriers agricoles produisant les mêmes cultures, dans des régions similaires, mais sans certification Fairtrade, sont généralement plus élevés ; et les conditions de travail, meilleures", indique Christopher Cramer, professeur d'économie à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de Londres, l'un des auteurs du rapport *Fairtrade, Employment and Poverty Reduction in Ethiopia and Uganda* (2014). Selon les détracteurs du commerce équitable, s'en remettre aux consommateurs disposés à payer plus cher des produits "éthiques"

n'a pas d'incidence réelle sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'amélioration des conditions de travail ou la promotion de pratiques commerciales durables. Le marché du commerce équitable est trop limité pour avoir un impact sur les statistiques d'émissions ou de salaires, et il est déjà sur le déclin (les ventes reculent car les consommateurs optent pour les premiers prix). On reproche aussi à Fairtrade (et à d'autres) d'exclure certaines régions du monde. Le quotidien britannique *The Guardian* rapporte ainsi que "56 % des demandes de certification proviennent d'Amérique latine, 29 % d'Afrique, 14 % d'Asie et 1 % d'Océanie". Pour trouver une solution pérenne, ne faudrait-il pas remettre l'accent sur les entreprises de la région ACP, plutôt que sur les consommateurs aisés des pays non ACP ? Malgré ses défauts, Fairtrade défend un principe juste : garantir que les petits exploitants et les entreprises agroalimentaires tirent profit de leur travail, subsistent grâce au commerce et non aux aides. Fairtrade, dans sa forme actuelle, est pourtant inadapté, notamment parce que "la prolifération des labels et des organisations qui vivent de la certification et des licences brouille la définition du commerce équitable", explique l'hebdomadaire *The Economist*. Plutôt que des produits répondant à un objectif ou à une norme, les pouvoirs publics des pays ACP devraient encourager les entreprises qui adoptent des pratiques équitables, par exemple à travers les politiques encadrant les échanges et les marchés publics, de manière à améliorer la production – donc la consommation – éthique et durable. ■

Jessica Summers

IMPORTATIONS

Marchés vulnérables

De nombreux pays ACP dépendent d'importations alimentaires. Une nouvelle étude parue dans la revue *Actes de l'Académie américaine des sciences*, qui a analysé les données du commerce et de la production alimentaire de 140 pays entre 1986 et 2010, indique que cette dépendance risque d'aggraver la vulnérabilité de systèmes déjà fragiles.

AMAP

Du producteur au consommateur

Les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) se développent en Afrique. Le principe : les consommateurs paient le producteur qui leur livre ensuite des produits tout au long de l'année. Ce système encourage les petits exploitants face aux agro-industries. L'initiative, axée sur l'agriculture bio, fait en particulier ses preuves au Mali et au Bénin.

EXPORTATION

Fogo chez Starbucks

Le café biologique de l'île de Fogo, au Cabo Verde, est à présent proposé dans les salons de la chaîne Starbucks. La société "Fogo Coffee Spirit" est le premier caféiculteur capverdien exportant vers le marché nord-américain. Cette année, elle a vendu à Starbucks sept tonnes de grains biologiques produits dans la région de Mosteiros, au nord-est de l'île.

VIN SÉNÉGALAIS

Le Clos des baobabs est né

Deux associés français tentent l'aventure viticole au Sénégal sur le littoral, à 60 km au sud-est de Dakar. Un hectare sur les dix du domaine est exploité actuellement, et 500 bouteilles ont été produites grâce à une irrigation au goutte à goutte. Les viticulteurs ambitionnent de produire un vin sénégalais de qualité vendu 7 000 FCFA la bouteille (11 €).

RÉCIFS CORALLIENS

Un seuil critique

Selon une récente étude du Centre international de Palau sur les récifs coralliens, ces récifs pourraient faire face à l'élévation du niveau de la mer si les températures de l'océan n'augmentent pas trop vite, s'ils sont entretenus localement et si le CO2 dans l'atmosphère ne dépasse pas 670 ppm (actuellement 400 ppm). Au-delà de ce chiffre, même les atolls en bonne santé ne pourront pas résister.

PRÉSERVATION

Gestion efficace

Selon des recherches de l'Université britannique de St Andrews, les réserves de pêche gérées par les communautés sont respectées et productives. Depuis qu'il est géré par la communauté, le sanctuaire marin de Vamizi Island, au Mozambique, compte plus de 180 espèces de corail et 400 espèces de poisson de récif, un effectif en importante augmentation.

PLANÈTE BLEUE

Santé en déclin

Le Rapport *Planète vivante Océans* du WWF, qui suit 5 829 populations d'animaux, appartenant à 1 234 espèces, a démontré que le poisson essentiel à l'alimentation humaine est celui qui souffre le plus de la surpêche, de la destruction des habitats marins et du changement climatique. Les populations de thon et de maquereau ont ainsi décliné de 74 % entre 1970 et 2010.

CORAUX

Écosystèmes précieux

2015 est une année désastreuse pour les récifs coralliens, en particulier dans le Pacifique, où la mort des coraux a un impact sur les populations de poissons, crustacés et mollusques. Le projet "Coral" du musée Horniman de Londres utilise la reproduction sexuée du corail pour développer des techniques viables d'aquaculture durable à l'aide de tissus coralliens collectés.



Village traditionnel au sein du parc naturel de Tarrafes do Rio Cacheu (Guinée-Bissau).

TOURISME

Sécurité alimentaire et environnement

En associant écotourisme et agrotourisme, le projet "Nô matu i nô firkidja" ("Notre forêt, notre moyen de subsistance", en créole) a réussi à améliorer la sécurité alimentaire des habitants de Cacheu, en Guinée-Bissau.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la gestion durable des ressources forestières du Parc naturel de Tarrafes do Rio Cacheu (PNTC), au nord-ouest de la Guinée-Bissau, est parvenu à promouvoir et à développer l'écotourisme et l'agrotourisme, ouvrant ainsi la voie à l'amélioration de la situation économique et sociale des communautés locales. Le projet a pour objectif principal d'assurer des sources de revenus aux villageois par le biais de services touristiques proposés et soutenus au niveau local, comme les randonnées pédestres, les excursions à vélo ou en mer, les services d'hébergement, et la vente de produits artisanaux.

Le tourisme et la sécurité alimentaire sont deux activités complémentaires de ce projet, l'activité qui a le plus d'impact étant la réhabilitation des bolanhas, les casiers pour la culture inondée traditionnelle du riz. Le riz est en effet le premier aliment de base de la région et ces rizières constituent en même temps une attraction pour les visiteurs. La sécurité alimentaire des habitants est bien souvent menacée par l'absence de ressources financières leur

permettant d'investir dans l'agriculture. L'écotourisme offre une source de revenus pour la réhabilitation des bolanhas ainsi que pour l'achat de matériel hydraulique et de variétés de semences adaptées. Le projet "Nô matu i nô firkidja" soutient la production et la commercialisation des produits forestiers non ligneux en donnant la priorité à cinq secteurs/activités : la sauvegarde de la tradition de tissage du peuple manjaque qui utilise des teintures naturelles, le sel solaire, le miel de palétuvier, l'huile de palme et les savons naturels.

Le soutien à la commercialisation de ces produits passe par le développement de réseaux de distribution associés à l'écotourisme. Afin de garantir la durabilité et la rentabilité de ces services, un modèle de gestion tripartite a été créé, associant la communauté, l'Institut pour la biodiversité et les zones protégées de Guinée-Bissau (IBAP), par l'intermédiaire de son département d'écotourisme, et des organismes privés désireux d'exploiter ce service. Ce modèle a pour but de fournir des sources de revenus à la population locale par le biais d'un partenariat communautaire/privé, régi par l'IBAP. Les communautés bénéficient ainsi des structures préalablement mises en place par les acteurs privés, lesquels exploitent les hébergements et créent des emplois au niveau local, sur la base de quotas préalablement définis. De son côté, l'IBAP régit les activités touristiques et veille à ce que les populations bénéficient véritablement de cette activité économique. La communauté, à travers ses représentants élus à cet effet, participe activement à la définition de ce modèle. ■

Sílvia Norte

VITAMINES ET MINÉRAUX

L'enrichissement alimentaire contre la faim cachée

L'enrichissement alimentaire, qui consiste à ajouter des vitamines et minéraux essentiels aux denrées de base, est une méthode sûre et efficace pour améliorer la santé publique et combattre la faim cachée. Un sommet international organisé en Tanzanie a permis de sensibiliser les participants et d'encourager les investissements en la matière.

Dans les pays ACP, de nombreuses personnes n'ingèrent pas le quota de vitamines et minéraux dont elles ont besoin pour mener une vie saine et productive. En Tanzanie, par exemple, près d'une personne sur trois (sur une population de 46 millions d'habitants) vit dans la pauvreté et quelque 2,4 millions d'enfants sont sous-alimentés. Environ un tiers des enfants souffrent d'une carence en fer et en vitamine A. Les carences en vitamine A sont à l'origine d'un décès d'enfant sur 10, tandis que l'anémie (causée, entre autres, par un manque de fer dans l'alimentation) est responsable d'un décès maternel sur cinq durant la grossesse. Quant aux carences en iode, elles affectent le bon développement du cerveau. Toutes ces carences en micronutriments, qu'on appelle aussi "faim cachée", se traduisent chaque année par des pertes estimées à 2 % du PIB dans les pays vulnérables.

L'une des solutions les plus rentables pour lutter contre la faim insoupçonnée consiste à enrichir les aliments de base, comme le maïs, le riz et le lait, ainsi que les condiments, comme le sel ou l'huile de cuisson. Une entreprise éthiopienne, ASTCO, a par exemple commencé à produire de la farine de blé enrichie pour combattre la malnutrition – une première en Afrique de l'Est – grâce à un partenariat public-privé, l'African Alliance for Improved Food Processing (AAIFP). Soutenue par l'USAID, l'AAIFP fournit une assistance technique personnalisée à 20 transformateurs de blé à moyenne et grande échelle, ainsi que des formations à plus de 165 entreprises agroalimentaires en Éthiopie.

En Côte d'Ivoire, l'entreprise locale Protein Kissè-La produit des céréales enrichies contenant des taux élevés de vitamines et de minéraux, qui aident à garantir que les habitants ingèrent des nutriments précieux dans leur alimentation quotidienne. Le sommet "Future Fortified", qui a eu lieu en septembre 2015 à Arusha, en Tanzanie, a de nouveau souligné le rôle positif des aliments enrichis dans la lutte contre les carences nutritionnelles. Dans sa déclaration finale, le sommet, organisé par l'Alliance mondiale pour la nutrition améliorée, a formulé la recommandation suivante : "L'enrichissement alimentaire devrait devenir un pilier essentiel des plans nationaux pour l'alimentation et la sécurité alimentaire. Si nous ne pouvons pas renforcer rapidement la disponibilité et la consommation des denrées enrichies dans différents pays, certains Objectifs de développement durable ne pourront être atteints." ■

Jessica Summers



L'une des solutions contre la faim consiste à enrichir les aliments de base, comme le maïs, le riz et le lait.

SOUTIEN

Producteurs vulnérables

Des petits producteurs vulnérables, atteints d'un cancer ou porteurs du VIH, ont reçu de l'aide de l'ONG Tuesday Trust et du centre de soins palliatifs Ndi Moyo (Malawi) pour cultiver des produits plus nutritifs, à maturation rapide et résistants aux nuisibles, comme la patate douce ou le manioc. Tous les patients ont signalé de meilleures récoltes après avoir participé aux groupes de soutien organisés.

ZÉRO SOUFRE

Du vin boisé

Une exploitation vinicole sud-africaine utilise des copeaux de honeybush (*Cyclopia genistoides*) et de rooibos (*Aspalathus linearis*) comme alternative saine aux sulfites. Les raisins récoltés sont placés en contact avec des copeaux de honeybush ou de rooibos, ce qui confère au vin un goût unique et lui apporte des antioxydants. Des brevets sont en voie d'obtention dans 80 pays.

POTAGERS URBAINS

Produits frais

Afin d'assurer un approvisionnement permanent, et à un prix acceptable, en légumes frais, essentiels pour couvrir les besoins nutritionnels de la population, la ville de Praia, capitale du Cabo Verde, gère des potagers urbains et périurbains, une initiative encouragée par le gouvernement et la FAO. Ce même projet sera mis en œuvre dans d'autres grandes villes de l'archipel capverdien.

VARIÉTÉS PRODUCTIVES

Sécurité alimentaire renforcée

Pour améliorer la sécurité alimentaire, l'Institut de recherche agricole pour le développement du Cameroun a introduit des variétés de maïs, sorgho et millet résistantes à la sécheresse dans l'extrême nord du pays. Des résultats tangibles pour les populations, avec la production de millet passée de 265 à 800 tonnes, et celle de sorgho de 400 à 720 tonnes.

FRUIT DE LA PASSION Variétés résistantes

L'Organisation kényane de recherche sur l'agriculture et l'élevage (KALRO) a développé trois nouvelles variétés de fruits de la passion résistantes à la sécheresse, KPF 4, KPF 11 et KPF 12, qui pourraient atteindre des rendements de 3 tonnes par hectare. La KALRO collabore avec des pépinières communautaires pour transférer cette technologie aux agriculteurs.

COTONNIER BT Améliorer la résistance

La culture de cotonniers génétiquement modifiés (GM) pour produire des toxines insecticides entraîne l'apparition de résistances chez les insectes. Pour retarder ce phénomène, les semenciers proposent aujourd'hui aux agriculteurs des mélanges prêts à l'emploi de semences modifiées et non modifiées, qui doivent servir de refuges. Mais, d'après une étude du Cirad et de l'Université de l'Arizona, ces plantes "refuges" dans les champs augmentent au contraire la résistance.

CACAOYERS Réguler les attaques

Les agroforêts à cacaoyers sont des agrosystèmes complexes proches des écosystèmes naturels. Or, la complexité de l'organisation spatiale de la végétation est déterminante dans la régulation des bioagresseurs du cacaoyer, selon une étude menée par le Cirad et ses partenaires au Cameroun et au Costa Rica. Des résultats intéressants dans le cadre d'une gestion agroécologique de la culture.

POMME DE TERRE "MERCY" De meilleures récoltes toute l'année

En Afrique subsaharienne, les pommes de terre sont une importante denrée de base. Des variétés nouvelles et améliorées – Asante ("merci" en swahili), Shangii et Obama –, issues d'un projet de recherche mené par le Centre international de la pomme de terre (CIP), permettent à de petits producteurs de planter des pommes de terre toute l'année et d'accroître ainsi significativement leurs revenus.

Dans le district de Lushoto, une zone densément peuplée de la région des monts Usambara, la culture de la pomme de terre est une tradition. La production annuelle s'élève à environ 100 000 tonnes, soit plus que la production totale du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Mozambique. Cependant, les agriculteurs ne plantent qu'une fois par an, car la variété locale – Kidinya – est sensible au mildiou de la pomme de terre et à la chaleur. Trois nouvelles variétés, Asante, Shangii et Obama, sensiblement plus résistantes que l'espèce locale, ont été développées dans le cadre d'une étude de recherche-action

innovante. Soutenue par le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire – Afrique de l'Est, l'étude a été menée par le CIP. Les cultivateurs de Lushoto, en Tanzanie, peuvent désormais espérer récolter dix fois plus de pommes de terre que d'habitude, malgré les difficultés liées au changement climatique, comme les températures élevées, les précipitations irrégulières et les nuisibles. Comme ces variétés sont également résistantes au mildiou de la pomme de terre, cette maladie ne constitue plus une grave menace pour les agriculteurs dans les zones couvertes par la recherche. Le mildiou est commun durant la longue saison des pluies dans la région, en raison des températures basses et de l'humidité relativement élevée. "La meilleure façon de contrôler le mildiou, c'est d'éviter son apparition dans les champs – quand les symptômes sont déjà visibles, son contrôle devient très onéreux et est donc moins accessible aux petits producteurs. Le développement de variétés de pommes de terre résistantes à utiliser dans la région va donc changer la donne", explique Dieudonné Harahagazwe du CIP. Grâce aux variétés améliorées et à de bonnes pratiques agronomiques, une récolte exceptionnelle est garantie, quelles que soient les conditions. Lors de la saison de plantation de 2015, 500 agriculteurs ont utilisé la variété de pomme de terre améliorée Asante, achetée auprès de plusieurs semenciers décentralisés actifs dans le district de Lushoto. ■

Geoffrey Kamadi



Dans le district de Lushoto, la production annuelle de pomme de terre s'élève à 100 000 tonnes.

Ces sept pages ont été réalisées avec la contribution de : M. Makoni (Afrique du Sud), A. Carvalho Santos (Cabo Verde), E. Ntungwe (Cameroun), S. Norte (Guinée-Bissau), G. Kamadi (Kenya), J. Karuga (Kenya), S. Diarra (Mali), O. Alawode (Nigeria), B.-H. Carreon (Palau), R. Vaz da Silva (São Tomé-et-Príncipe et Cabo Verde), M.-A. Konte (Sénégal), B. Bafana (Zimbabwe), C. Mkoka (Malawi), et N. Mutumweno (Zambie).

L'incubation agricole n'est pas une approche radicalement nouvelle. Pourtant, dans le sillage des *start-up*, elle bénéficie d'un nouvel élan. Conseil, techniques, financement... Le point sur l'incubation agricole, tremplin pour les femmes et les jeunes.

INCUBATION AGRICOLE

Un tremplin pour les femmes et les jeunes



17 | POINT DE VUE
L'agrobusiness, créateur d'emplois

18 | REPORTAGE AU MALI
De la pépinière au réseau

L'incubation des petites entreprises s'impose comme une approche efficace pour la modernisation de l'agriculture dans les pays ACP. Soutien à la création d'activités innovantes ou à la professionnalisation d'activités informelles, elle est certainement un chaînon important pour améliorer les chaînes de valeur agricoles. Les activités incubées couvrent un large spectre du secteur agricole : de la production de semences à la transformation des produits en passant par le développement d'applications mobiles pour accéder aux services de conseil et de crédit, autant d'activités stratégiques dans le développement des filières. Par rapport à d'autres formes d'accompagnement à la création d'entreprises, l'incubation fait en général référence à la dimension innovante de l'activité pour le secteur. Selon Rémi Kahane, du Cirad, "elle s'inscrit aujourd'hui dans un mouvement plus large de développement des partenariats public-privé" : à savoir la mise en place d'un écosystème multi-acteurs pour booster l'innovation, l'entrepreneuriat et la valorisation des résultats de la recherche publique à travers des partenariats avec le secteur privé, en favorisant la création d'entreprises tournées vers l'application d'un résultat de la recherche. Outre l'innovation, un moteur de l'incubation est la création d'emplois dans un secteur clé, le secteur agricole embauchant plus de la moitié des actifs dans de nombreux pays ACP. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont en effet davantage pourvoyeuses d'emplois que les grandes industries. Le développement d'un tissu de PME dans les filières agricoles est garant d'une meilleure distribution des ressources, jusqu'à assurer un rôle dans la substitution aux importations, comme le revendiquent certains programmes.

Typologie des incubateurs

L'incubation repose sur le constat que les entreprises ont plus de chances de faire faillite au cours des



premières années de leur vie. Un accompagnement et un soutien stratégique peuvent permettre de passer ce premier cap difficile. Mais, dans les pays en développement, l'incubation répond aussi à la difficulté d'accéder aux informations et aux services. Dans de nombreux pays, les ressources manquent, que ce soit en matière d'infrastructures, de conseil, de mise en réseau ou de financement.

L'incubateur offre ainsi un accès facilité à un ensemble de services parmi lesquels des locaux, des équipements et des technologies, des contacts de clients et des fournisseurs, des services financiers, du conseil technique et stratégique, un réseau de professionnels... La communauté d'incubation permet également une bonne circulation de l'information entre les personnes incubées. Plus dans le détail, l'appui proposé par les incubateurs dépend du type d'entreprises qu'ils ciblent. Face à la diversité des pratiques, on peut dresser une typologie des incubateurs : mixtes, technologiques,

La communauté d'incubation permet une bonne circulation de l'information entre les personnes incubées.

Kati Farms Uganda, bénéficiaire et bienfaitrice

Ses objectifs sont clairs : trouver un marché rémunérateur pour les pisciculteurs, créer de l'emploi pour les jeunes au chômage, en particulier les femmes, et générer des revenus. Lovin Kobusingye, directrice de l'entreprise ougandaise Kati Farms, qui fabrique des produits transformés à base de poisson, est une femme de caractère.

Elle a gagné, en 2012, le premier prix de l'incubateur de projet EMRC-Rabobank qui

promeut l'innovation et l'entrepreneuriat en Afrique. Avec ce prix, et les 5 000 US\$ (4 600€) gagnés à cette occasion, elle a pu construire sa propre usine de transformation de poissons à Kampala. Elle a également mis en place une unité d'appui à ses fournisseurs, qui leur apporte assistance technique, contrôle qualité et appui financier. Bénéficiaire d'un appui, Lovin Kobusingye peut ainsi, à son tour, contribuer au développement du secteur.



adossés à des universités et/ou des centres de recherche, spécialisés dans le secteur agricole, voire dans une filière. Sachant que ces catégories ne s'excluent pas. Certains incubateurs couvrent l'ensemble des activités agricoles, avec comme objectif de contribuer au développement économique de l'ensemble du secteur, comme AgroPME au Cameroun. D'autres ont fait le choix de se spécialiser dans des filières agricoles. Par exemple, chaque centre d'incubation d'UniBRAIN (Universities, Business and Research in Agricultural Innovation, cf. Point de vue) se consacre à un produit clé : l'élevage au Ghana ; le sorgho en tant qu'aliment et matière première au Kenya ; les produits forestiers non ligneux au Mali ; la banane et le café en Ouganda ; et les fruits et légumes en Zambie. La spécialisation par filière garantit une bonne connaissance de l'environnement économique et réglementaire car un des enjeux est bien l'insertion dans l'économie nationale ou régionale. "En se concentrant sur une seule production, l'incubateur est capable d'exploiter les opportunités de création d'entreprises tout au long de la filière sans trop disperser les moyens investis", précise Mary Njeri, responsable de la communication d'UniBRAIN.

De nombreux incubateurs sont adossés à des organismes de recherche ou des universités, voire accueillis directement au sein de ces instituts. L'objectif est de combler le fossé entre une recherche appliquée et sa commercialisation. Six incubateurs ont par exemple été mis en place à travers l'initiative UniBRAIN, du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), grâce à la création de consortiums associant des centres de recherche et le secteur privé. Ces passerelles ont permis la commercialisation d'une cinquantaine de technologies dans les cinq pays concernés (Ghana, Kenya, Mali, Ouganda et Zambie), en particulier dans la production de semences. "Les partenariats bénéficient



aussi bien aux universités qu'au secteur de la recherche et de l'agrobusiness, tout en améliorant l'enseignement de l'agrobusiness afin de former de futurs entrepreneurs diplômés directement opérationnels", indique-t-on au FARA. L'enjeu pour les universités est en effet aussi de mieux professionnaliser leurs étudiants, les incubateurs jouant le rôle de tremplin vers la vie active.

Les TIC au service de l'agriculture

À l'instar des incubateurs créés dans le sillage du programme InfoDev de la Banque mondiale, de nombreux centres d'incubation d'entreprises sont spécifiquement tournés vers les jeunes entreprises technologiques. "Nous travaillons dans n'importe quel domaine du moment que les activités sont liées aux nouvelles technologies", insiste par exemple Richard Zulu de Outbox, incubateur dédié aux nouvelles technologies en Ouganda. Outbox a des homologues dans tous les pays ACP : Buni en Tanzanie, TMIL dans les Caraïbes...

Combinant TIC et agriculture, certains incubateurs et réseaux remettent ce secteur au goût du jour et attirent aussi les plus jeunes, comme AgriProFocus au Kenya. Ce réseau met en avant son carnet d'adresses de 1 000 professionnels dans le secteur agricole. Évoluant dans la société de l'information, la mise en réseau est souvent un des axes majeurs des incubateurs TIC qui proposent des rencontres thématiques et des plateformes en ligne.

Appliquées à l'agriculture, les TIC permettent le développement d'applications utiles à la gestion agricole. Les hackathons régionaux AgriHack, à l'initiative du CTA, ont permis de primer plusieurs projets emblématiques de l'intérêt de nouvelles technologies connectées pour le secteur. Avec l'application CropGuard, par exemple, les agriculteurs peuvent effectuer des recherches dans une base de données pour diagnostiquer eux-mêmes ►

DOSSIER

► les ravageurs des cultures, mais ils peuvent aussi envoyer des photographies à des conseillers agricoles afin de recevoir une aide technique rapide et ciblée. “Nous sommes en train de mettre en place un canal de communication en temps réel”, explique Troy Weekes. Avec Mortimer Seale, tous deux originaires de la Barbade, ils ont développé cette application qui a été primée lors du concours régional AgriHack Talent aux Caraïbes, en octobre 2014.

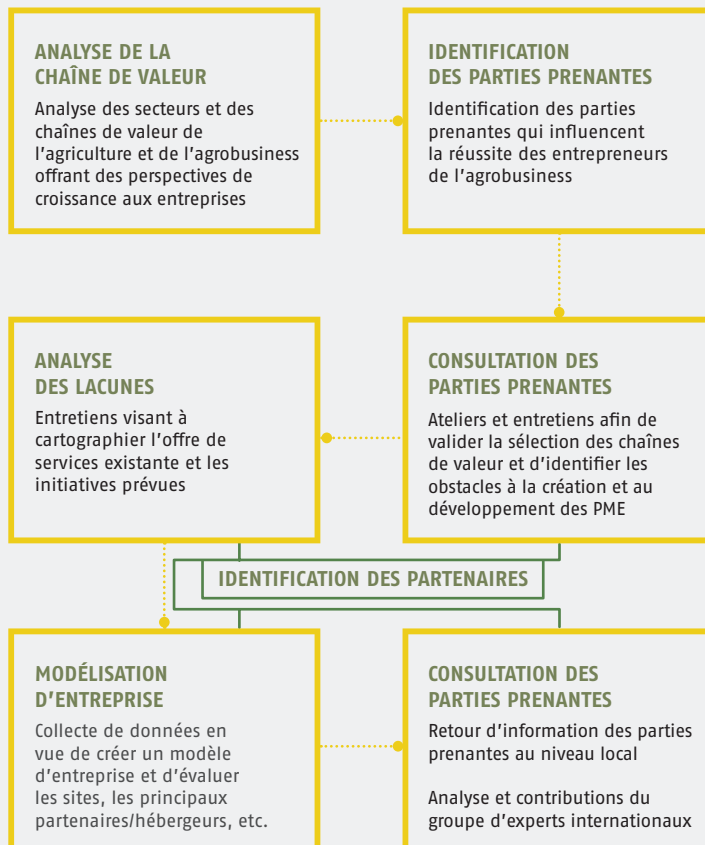
Autre vainqueur d'un hackathon régional, organisé au Rwanda en 2013 cette fois, c'est l'application MOBIS (Mobile Banking and Information Software) qui permet aux petits producteurs agricoles de gérer leur épargne. Avec un simple téléphone mobile, ils peuvent gérer leur argent, demander un prêt, le rembourser et effectuer le suivi de leurs transactions. L'application est utilisée en collaboration avec les coopératives d'épargne et de crédit. MOBIS (alors dénommé Ensibuuko) a bénéficié de l'incubateur Outbox, dont il fut un des membres les plus prometteurs... qui a tenu ses promesses.

Accompagner les femmes

Les jeunes sont souvent au cœur des dispositifs d'incubation, les jeunes diplômés étant des relais évidents de l'innovation. Mais il y a également des

enjeux en termes d'emplois, alors que plus de 60 % des jeunes sont au chômage dans de nombreux pays ACP. Un autre public ciblé dans l'appui au développement est celui des femmes. Elles ont une place privilégiée dans certains dispositifs d'incubation, en particulier dans la professionnalisation d'activités informelles. En milieu rural, elles sont en effet très nombreuses à gérer leur propre entreprise, mais ces activités souvent informelles et de taille réduite sont mal reconnues. Elles doivent affronter un grand nombre d'obstacles à la reconnaissance de leur travail, liés notamment à l'absence de droit sur l'accès au foncier ou à la représentation au sein des organes décisionnels. L'incubation peut répondre à leurs difficultés à intégrer de nouveaux marchés et contribuer à faire croître leur entreprise. À Maurice, l'incubateur du Food and Agricultural Research and Extension Institute (FAREI) est ainsi destiné aux petites entreprises de transformations de produits agricoles créées par des femmes et des jeunes. Financée par l'État, l'incubation comporte six mois de formation à l'agro-entrepreneuriat et la création d'une entreprise. “Un soutien public pour aider à passer les premières années de l'entreprise est aussi un bon investissement pour l'économie locale”, souligne Rodolphe Carlier, économiste au sein de l'ONG française GRET.

ÉTAPES INCONTOURNABLES DE L'INCUBATION AGRICOLE



LES RISQUES DU MARCHÉ ET COMMENT Y FAIRE FACE

RISQUE	DESCRIPTION	ATTÉNUATION POSSIBLE
FINANCE	Capacité à stimuler les investisseurs du marché	<ul style="list-style-type: none"> Inclure des investisseurs dans le conseil d'administration et les comités d'investissement Continuer à coopérer avec les acteurs financiers
OFFRE	Écosystème d'entreprises pouvant faire l'objet d'investissements	Les services répondent aux besoins du marché et les partenaires devraient participer à l'identification des investissements potentiels. La capacité à offrir un financement sur un marché où les fonds font défaut serait un atout majeur.
DEMANDE	Demande pour des produits et des services offerts par des entreprises du Centre d'incubation agricole (CIA)	Les décisions d'investissement seront basées sur une mise en évidence claire de la demande et seront adaptées à celle-ci.
AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE/STRATÉGIQUE	Environnement commercial	Le CIA joue un rôle actif dans la fourniture de données probantes et plaide activement en faveur du développement de règles et de politiques dans l'agrobusiness.
CONCURRENCE D'AUTRES CENTRES/INITIATIVES D'INNOVATION	<ul style="list-style-type: none"> Chevauchements avec d'autres initiatives Recentrage des dépenses des bailleurs/gouvernements Autres centres d'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> Coordination étroite avec des initiatives existantes et accent sur la visibilité du CIA Soutien manifeste des parties prenantes et des autorités locales

La viabilité économique, un obstacle

Il existe encore trop peu d'études à l'échelle nationale ou régionale pour tirer un bilan de l'incubation. Une étude réalisée dans le cadre du programme InfoDev pointe néanmoins que, en dépit de la grande diversité qui les caractérise, les incubateurs font face à des obstacles similaires, en particulier en termes de viabilité économique. Les clients, les organisations gouvernementales et les bailleurs de fonds constituent les principaux contributeurs financiers. Peu d'incubateurs reçoivent en effet des financements d'investisseurs privés. Si certains s'efforcent de sécuriser leur revenu en triant les projets solvables, d'autres se rapprochent de fondations, d'universités ou d'autres institutions publiques pouvant assurer des soutiens financiers ou la mise à disposition d'espace ou d'expertise à titre gratuit.

Néanmoins, l'intérêt grandissant des organisations internationales pour les partenariats public-privé favorise l'incubation, explique Rémi Kahane, également directeur adjoint de la Plateforme pour des partenariats Afrique-Europe en recherche agricole pour le développement (Paepard) qui appuie, entre autres, *via* des appels à consortiums, la mise en place d'incubateurs. ■

Magali Reinert

Point de vue

Alex Ariho est coordinateur de l'initiative UniBRAIN, lancée en 2010 pour l'avancement de l'incubation de l'agrobusiness et l'amélioration de l'enseignement de l'agrobusiness en Afrique. UniBRAIN a pour activité principale le développement de centres d'incubation et d'innovation.



L'agrobusiness, créateur d'emplois

Pourquoi les femmes et les jeunes ont-ils besoin d'une incubation spécifique en matière d'agrobusiness ?

Pour pouvoir développer leur entreprise agricole, les jeunes ont besoin de formation en entrepreneuriat et même que d'un meilleur accès au financement et aux innovations. Ils ont aussi besoin d'un « écosystème favorable », c'est-à-dire un environnement dans lequel le secteur privé, la recherche, les gouvernements et universités agissent en réseau. La plupart des femmes africaines dans l'agriculture travaillent à la base, sans assez de moyen (crédit, équipement) pour pouvoir transformer leur production et gagner davantage. Le rôle de l'incubation est de permettre aux femmes d'accéder à un niveau plus rémunérateur des chaînes de valeur. Pour cela UniBRAIN les aide à se regrouper pour avoir accès au financement et à l'assurance. Grâce à cet appui, certains groupes « incubés » sont désormais considérés comme des PME. Par exemple, Mme Brown, productrice ghanéenne d'aulacodes, qui a été incubée par l'incubateur CCLEAR (Creating Champions in Livestock Agribusiness), a mis en place des services groupés et approvisionne désormais des supermarchés.

Quelles sont les principales caractéristiques d'une incubation réussie ?

Tout d'abord, les services proposés doivent répondre à une demande ; ensuite, les incubateurs doivent être autonomes, et enfin, une affaire qui marche dépend de la passion de son instigateur. Initialement, nous voulions travailler uniquement avec des diplômés en agriculture, mais les « incubés » formés aux TIC ont aussi des projets agricoles très prometteurs.

Quels sont les principaux résultats de la conférence africaine sur l'incubation agricole organisée à Nairobi par UniBRAIN ?

Cette conférence a rassemblé 450 participants de 38 pays d'Afrique, et 18 pays dans le monde. A l'issue de la conférence, les participants ont rédigé une déclaration qui demande notamment aux gouvernements d'accroître les financements pour l'emploi, appelle à réduire le fossé qui sépare universités, recherche et secteur privé en Afrique, et souligne l'importance de soutenir l'emploi pour les jeunes, qui sont les moteurs du changement.

www.africaain.org

BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES

Mettre en place un centre d'incubation agricole demande des ressources humaines spécifiques, qui évoluent au fil des années en fonction des besoins.

POSTE	RÔLE	ANNÉE 0	ANNÉE 1	ANNÉE 2	ANNÉE 3
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL	Gestion globale du Centre d'incubation agricole (CIA), contrôle en amont et en aval	1	1	1	1
RESPONSABLE FINANCIER	Supervise la gestion financière du CIA et soutient les décisions des clients. Garantit la rigueur des investissements	1	1	1	1
ASSISTANT	Collabore avec le personnel pour le soutien opérationnel		1	1	1
RESPONSABLE TECHNIQUE	Gestion de l'ensemble du soutien technique ; spécialiste de la production	1	1	1	1
RESPONSABLE TECHNIQUE (DIVERS)	Responsable du soutien technique ; spécialiste de la production/du conditionnement			1	1
RESPONSABLE CONSEILS X 2	Services de conseil aux clients. Accompagnement et mentorat des entreprises en incubation	1	1	2	2
RESPONSABLE VENTE/ AFFAIRES	Conclusion de contrats pour le compte des clients. Expérience approfondie de la vente et expertise dans ce domaine.		1	1	1
	TOTAL :	(4)	(6)	(8)	(8)

Source : Les infographies des pages 15 à 17 sont extraites du rapport *The Agribusiness Innovation Center of Tanzania Scaling Value Adding, Post-Harvest Processing Agribusinesses*. 2012. InfoDev, Finance and Private Sector Development Department. Washington, DC : Banque mondiale. Plus d'information : voir www.infodev.org



De la pépinière au réseau

Aider les jeunes à monter leur entreprise agricole, tel est l'objectif principal du centre de formation agricole de Baguinéda au Mali. En près de cinq ans, le centre a formé des dizaines d'agriculteurs qui constituent un réseau dynamique, jouant la complémentarité.

Dans le village malien de Sincoro-Coura, à 48 km à l'est de Bamako, la capitale, se dresse un centre de formation de 11 hectares, à l'écart des maisons en banco typiques de la région : le Centre de formation en entrepreneuriat agricole de Baguinéda (CFEAB). Créé en 2010 par l'association malienne Jeunesse Action Mali (AJA-Mali), le centre accueille des jeunes souhaitant monter leur entreprise agricole pour des formations allant de 3 à 18 mois. Les étudiants bénéficient d'un enseignement à la fois théorique et pratique à l'agriculture, composé d'un tronc commun (une formation transversale portant sur la gestion, la comptabilité, le plan d'affaires et la négociation avec les banques) et d'une phase pratique (les techniques indispensables à la tenue d'une ferme, en fonction du choix d'activité). À l'issue de la formation, les jeunes entrepreneurs rejoignent le réseau de petites entreprises agricoles spécialisées dans la production, la transformation, la commercialisation et l'équipement qui s'est constitué, au fil des années.

Des formations pour tous

Le centre est devenu une des alternatives à l'échec du système scolaire malien, selon Abdoulaye Ouattara, le responsable du volet incubateur d'entrepreneurs de la chaîne de valeur agricole à l'ONG locale AJA-Mali. "Nombreux sont les jeunes qui ont fait des études universitaires et n'arrivent pas à trouver du travail dans leur domaine d'études. Lorsqu'ils viennent nous voir, nous leur proposons de suivre une formation rapide dans le secteur agricole pour qu'ils puissent se mettre à leur compte", explique A. Ouattara.

Le candidat entrepreneur a plusieurs options, les formations dispensées concernant des domaines aussi variés que l'aviculture, la pisciculture, le maraîchage, la fabrication de machines de transformation des

produits agricoles, pour ne citer que ces exemples. Les bâtiments du centre hébergent la plupart des stagiaires. La formation, gratuite, est financée par AJA-Mali. Les formations destinées aux ruraux ne sont pas permanentes et, lorsqu'elles sont programmées, les villageois sont informés par l'intermédiaire de ces volontaires et par la radio locale.

Si le centre est une seconde chance pour des diplômés sans emploi, il l'est aussi pour les nombreux jeunes analphabètes ou n'ayant pas fait d'études poussées. Depuis la création du centre, les villages de la commune rurale de Baguinéda où se font les apprentissages sont sollicités régulièrement par Bréhima Traoré, le responsable du centre. "L'objectif est d'amener les villages à envoyer des jeunes de 18 à 40 ans n'ayant pas fait d'études pour les former à l'entrepreneuriat agricole", raconte B. Traoré.

Financement et accès au marché

Les jeunes qui sollicitent le concours du centre ont pour la plupart des idées, mais pas de financement. "Nous analysons les idées de projet des candidats avant de les recruter. Ensuite, après une formation qui dure entre quarante jours et neuf mois, selon le domaine choisi, nous les aidons à s'installer sur le marché", explique Abdoulaye Ouattara. Il arrive que le centre lui-même finance des projets sur ses propres fonds, mais il ne dispose pas de moyens financiers suffisants. AJA-Mali, qui gère le centre, travaille avec le soutien de la Direction de la coopération internationale de la Principauté de Monaco, l'ONG Carrefour International et la Direction nationale de la formation professionnelle.

Pour faire face au besoin de financement des entreprises qu'elle aide à mettre en place, AJA-Mali négocie auprès des banques et des institutions de microfinance. Le dossier de requête de prêt est élaboré



Le CFEAB de Baguinéda met du matériel agricole à la disposition de ses stagiaires.

par les agents de l'ONG qui suivent de près le jeune entrepreneur jusqu'à ce que ce dernier rembourse l'argent qui lui a servi à lancer son entreprise.

Du fait de la proximité de la capitale, l'aviiculture, la pisciculture et le maraîchage sont les formations les plus prisées. "J'ai commencé avec un seul poulailler, mais j'en ai plusieurs maintenant parce que la demande est très élevée sur le marché", affirme Seydou Samaké, 38 ans, un produit du centre qui est devenu totalement autonome depuis la fin de sa formation il y a trois ans. Seydou dit ne pas regretter d'avoir bifurqué après ses études de droit dans une université publique, qu'il juge rétrospectivement comme du temps perdu. Aujourd'hui, il estime son chiffre d'affaires mensuel à plus de 250 000 francs CFA (384 euros), un salaire qui, pense-t-il, n'aurait pas pu être atteint avec un travail de bureau.

Un réseau, de multiples avantages

Les offres de formation du centre étant liées à des domaines complémentaires, les entreprises créées évoluent au sein d'un réseau. Un des avantages de se mettre en réseau est de pallier le manque de

financement bancaire. Selon Abdoulaye Ouattara, en effet, les banques hésitent à financer les entreprises agricoles car le secteur agricole malien est tributaire des aléas climatiques qui représentent un risque pour les institutions financières. Il ajoute : "Grâce à la complémentarité du réseau et à la solidarité, les entreprises membres peuvent contribuer au financement d'une activité par des contributions en nature."

Actuellement, le réseau compte plus de 200 petites entreprises agricoles et artisanales qui communiquent régulièrement. Oumou Diallo, une maraîchère, témoigne que les entrepreneurs ne rompent pas le lien avec AJA-Mali dont le siège est un lieu de rencontres périodiques afin de discuter sur les services qui peuvent être échangés. Au lieu d'acheter de l'engrais, Oumou a déjà utilisé les dérivés des produits d'élevage de certains membres du réseau comme fertilisants. "D'autres aussi ont eu recours à mes produits à crédit, particulièrement ceux qui font de la restauration. Ils m'ont toujours payée après sans problème", indique-t-elle. ■

Soumaila Diarra

Retour vers le futur

Le mil, une culture vivrière nutritive et essentielle dans les régions semi-arides d'Afrique, a souvent été négligé par le secteur agroalimentaire, mais suscite depuis peu des initiatives intéressantes.

Le mil ou "mil à chandelle" (*Pennisetum glaucum*), cultivé depuis l'époque préhistorique, est une culture robuste et résistante à la sécheresse, très appréciée et importante dans toute l'Afrique australe et le Sahel. De nombreux agriculteurs utilisent des outils manuels élémentaires pour transformer leur récolte en farine consommable. C'est un travail long et laborieux, en particulier pour les femmes qui assument la plupart des autres tâches ménagères. Néanmoins, le mil est très apprécié pour sa teneur en minéraux essentiels (magnésium, potassium, zinc, etc.) et en éléments nutritifs (vitamine B, acide folique et un acide aminé, la méthionine). Le mil à chandelle est la variété la plus couramment exploitée mais les agriculteurs africains cultivent aussi l'éleusine, le millet commun et le petit mil. Pour produire de la farine de mil de bonne qualité au Sénégal, Compatible Technology International (CTI) a conçu et produit des batteuses et broyeurs manuels qui sont utilisés dans plus de 1 000 collectivités et coopératives agricoles, touchant ainsi près de 14 000 agricultrices. La batteuse permet la transformation d'un kg de grain en trois minutes, moins de la moitié du temps qu'exige la même opération manuelle. Elle diminue aussi considérablement le gaspillage alimentaire puisque 90 % du grain est conservé. Il faut noter que CTI s'est appuyé sur les avis de femmes dans les groupes de discussion pour redévelopper la batteuse en combinant trois éléments en un seul afin de mieux répondre à leurs besoins. CTI collabore avec un fabricant sénégalais, SISMAR, pour atteindre davantage d'agriculteurs à



Un temps délaissé par le secteur agroalimentaire, le mil revient sur le devant de la scène.

l'échelle régionale ; la fabrication de cet équipement en Afrique de l'Ouest réduirait son prix de plus de 35 % et créerait des emplois locaux.

Perspectives commerciales

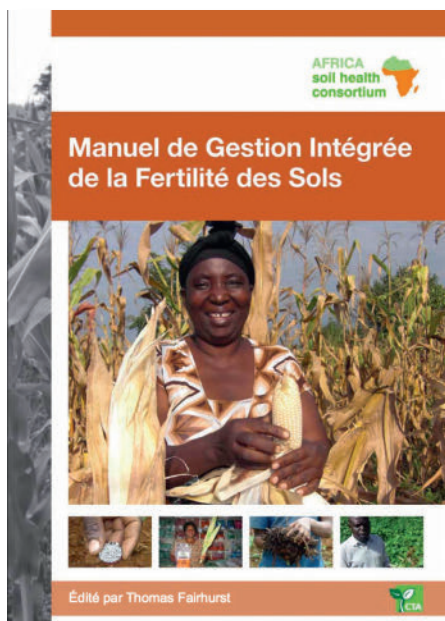
En Namibie, le mil à chandelle est la principale culture produite dans les zones arides du nord du pays. Cette graminée, appelée "mahangu", est consommée sous forme de bouillie ou de boisson fermentée. Bien qu'un marché prometteur se développe à l'heure actuelle pour le mil en Namibie, la chaîne de valeur locale est limitée par le choix des agriculteurs de vendre leur production un an plus tard, par crainte que la récolte suivante soit mauvaise. D'autres problèmes existent, tel le fait que les consommateurs urbains préfèrent le mil fermenté, qui n'est pas rentable pour de nombreux meuniers en raison du séchage supplémentaire nécessaire, explique Christof Brock, directeur général du Conseil agronomique de Namibie. Environ 600 petits producteurs produisent 1 000 tonnes de mil par an qu'ils vendent à des micro-meuniers. Une minoterie plus importante (quoique travaillant encore à relativement petite échelle), Namib Mills Ltd, propose sa propre marque de produits à base de mil dans les supermarchés locaux et gère des centres de collecte permettant aux agriculteurs de livrer leur récolte. Mais, selon Christof Brock, malgré ces progrès, 3 000 tonnes de mil doivent être importées

chaque année pour répondre à la demande nationale de produits à base de mil.

En Tanzanie, l'éleusine est utilisée dans la fabrication de la bière traditionnelle, les aliments du bétail, les brasseries industrielles et divers produits alimentaires transformés, destinés en particulier aux populations urbaines. Une minoterie privée, Nyirefami Ltd, est devenue le numéro un du marché pour la farine de mil produite industriellement et travaille avec au moins 400 petits producteurs. Traditionnellement, ceux-ci conservent leurs semences à partir de leur propre récolte. Les producteurs ayant acheté du matériel de battage obtiennent un prix plus élevé pour leurs récoltes que ceux qui n'en ont pas les moyens, la qualité des produits issus du battage manuel étant inférieure. Pour garantir un approvisionnement de qualité élevée et constante, Nyirefami a tenté de mettre en place un système d'agriculture contractuelle en fournissant les semences de mil et le matériel de battage aux producteurs. Cette initiative a échoué, les agriculteurs vendant leur production à d'autres acheteurs que la minoterie. Cependant, l'exploitation des équipements de battage a été confiée à un intermédiaire. Désormais, les agriculteurs paient pour le battage de leur mil, mais l'entreprise de transformation leur en offre un prix plus élevé garanti. ■

Susanna Cartmell-Thorp

La GIFS de A à Z



Manuel de gestion intégrée de la fertilité des sols

Par T. Fairhurst
Coédition CTA/CABI, 2015, 180 p.
ISBN : 978-1-78064-527-8
CTA n° 1854
20 unités de crédit
Téléchargeable sur :
<http://tinyurl.com/owqov6a>

technique présentée comme un facteur clé de l'amélioration de la productivité des sols en Afrique, en particulier pour d'importantes cultures vivrières, comme le maïs, le riz, le manioc, la banane ou le sorgho. Il comporte également une série de tableaux, un glossaire et une bibliographie complémentaire qui permettront au lecteur d'avoir une vision très complète de la GIFS. L'ouvrage s'adresse à tous les publics susceptibles de s'intéresser à cette pratique, à des fins de formation ou d'utilisation concrète : vulgarisateurs, agents de développement rural, organisations non gouvernementales, instituts de formation et universités.

Publié par le Consortium africain pour la santé des sols (Africa Soil Health Consortium, ASHC), cet ouvrage fait partie d'une série de documents qui comprend aussi des guides de culture et de nutrition des plantes, des notes de politique, des manuels de formation et des informations pratiques sur la GIFS, complétés par un site web (www.cabi.org/ashc).

Plusieurs pays africains continuent de faire face à de nombreux épisodes de famines et à une faible productivité agricole. Avec une population toujours croissante, les agriculteurs cultivent de plus en plus la même terre d'années en années. Dans de telles conditions, la fertilité des sols baisse, si les nutriments utilisés par les cultures ne sont pas restitués au sol. Dans cette coédition CTA-CABI, l'auteur présente en 180 pages la gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS). Pourquoi la GIFS, quels en sont les principes et les pratiques ? Ce manuel fait le tour d'une

Avantages de l'élevage tropiques



L'élevage de chèvres dans les zones tropicales
Par J. Koeslag, G. den Hertog et H. Blauw
Agrodok n° 7
Agromisa/CTA, 2015, 107 p.
ISBN CTA : 978-92-9081-595-2
CTA n° 1859
5 unités de crédit

Selon des données récentes de la FAO, on compte environ 862 millions de chèvres dans le monde, dont 840 millions (98 %) dans les régions (sub)tropicales. Les chèvres sont une source de revenus et de nourriture non négligeable dans les pays ACP. Elles servent aussi de compte en banque convertissable en argent liquide en cas de nécessité. Cet Agrodok fait le point sur l'élevage à petite échelle de ces petits ruminants. En une dizaine de chapitres, les auteurs font le tour de la question, avec des sujets comme : abri, alimentation, santé, maladies et parasites, reproduction, élevage des petits et des jeunes troupeaux, production laitière et abattage... De la traite d'un troupeau à l'administration comptable d'un élevage en passant par l'abattage, tous les thèmes sont abordés dans un langage clair et précis. Les petits éleveurs des pays ACP, mais également les vulgarisateurs trouveront dans ce guide toutes les réponses pratiques à leurs questions, pour développer leur production, avec en complément une liste d'ouvrages recommandés pour aller plus loin, un glossaire et des adresses utiles. De nombreux dessins et quelques tableaux complètent l'ouvrage.

▼ Mali en mutation

Même si le Mali contemporain est bien souvent à mille lieues de l'image qu'en donnent les médias, le pays vit encore de lourds blocages. Le tableau que brossent une cinquantaine de chercheurs en sciences sociales, français et maliens, est sans complaisance. Il éclairera tout lecteur qui cherche à comprendre les mutations d'un pays et d'une société dans une région à l'équilibre fragile.

Le Mali contemporain

Par J. Brunet-Jailly, J. Charmes et D. Konaté, dir.
IRD, Diffusion
32, avenue Henri-Varagnat
93143 Bondy Cedex
diffusion@ird.fr
www.editions.ird.fr

▼ Le point sur l'intégration

Beaucoup d'espoir est mis dans l'intégration régionale en Afrique pour le développement. Mais quelle intégration ? À quelle échelle, avec quelles institutions et à quelle fin ? Mêlant articles d'analyse et interviews, ce numéro de la revue *Passerelles* présente à la fois l'intégration économique comme une nécessité et un défi, et analyse les obstacles en présence.

Du régional au continental : zoom sur l'intégration en Afrique

Passerelles, vol. 16, n° 5, août 2015
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/oxkknwz>

▼ Potentiel du détail

L'Indice de développement du commerce de détail en Afrique (ARDI) publié par A.T. Kearney pour l'année 2015 confirme à nouveau le potentiel de nombreux pays en Afrique. Il ne s'agit pas seulement de marchés comme le Nigeria et le Ghana, mais également de marchés de petite taille comme le Gabon, qui possède le PIB par habitant le plus élevé d'Afrique subsaharienne, ainsi que de pays de taille moyenne à la croissance rapide tels que l'Angola, au troisième rang.

Indice de développement du commerce de détail en Afrique

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pgp3xoc>

Agriculture et géopolitique



Géopolitique de l'agriculture
Revue *Hérodote* n° 156
La Découverte, 2015, 203 p.
ISBN : 978-2-7071-8576-1
22 €
Éditions La Découverte
9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

■ Ce numéro de la revue *Hérodote*, revue de géographie et de géopolitique, replace l'agriculture comme une question de géopolitique à part entière. En effet, cette activité est traversée par des enjeux de pouvoirs à différents niveaux (local, régional, national, international) et depuis toujours elle a été le lieu de rivalités et de tensions. Dans ce numéro, les auteurs traitent de questions liées au foncier et à la gestion de l'eau, deux enjeux éminemment politiques présents partout dans les pays ACP, notamment. Outre des articles sur les géants que sont l'Inde, la Chine ou le Brésil, dont les parcours peuvent servir d'exemple ou de contre-exemple pour les gouvernements ACP, l'ouvrage s'attarde sur les cas de l'Ouganda, de l'Éthiopie et sur la question des "nouveaux" paysans sans terre d'Afrique subsaharienne. Dans "Riz, terre et eau du Lango : la lente émergence d'un territoire hydraulique ougandais", trois auteurs font le point sur la relance de la riziculture en Ouganda. En Éthiopie, le gouvernement utilise les politiques agricoles pour asseoir son pouvoir. Les différents articles prouvent par leur intérêt que l'éclairage porté sur l'agriculture par la géopolitique est des plus pertinents, permettant à la fois des analyses pointues et locales et une prise de recul indispensable.

▼ Une année sous le projecteur

Ce numéro de *Grain de sel* s'inscrit dans le cadre d'un cycle de réflexions et d'échanges sur l'agriculture familiale. Il restitue un certain nombre d'éléments de ces réflexions, en particulier sur les défis à venir pour les agricultures familiales après l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF).

Revue *Grain de sel*, n° 67-70 : Année internationale de l'agriculture familiale : bilan et perspectives
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/n9gfuby>

Valoriser la croissance



Croissance agricole en Afrique de l'Ouest.
Facteurs déterminants de marché et de politique
FAO, BAD, CEDEAO, 2015, 427 p.
Téléchargeable sur :
<http://www.fao.org/3/a-i4337f.pdf>

■ L'agriculture ouest-africaine est à un tournant décisif. Les effets conjugués d'une forte hausse de la demande, d'une croissance économique soutenue, des prix agricoles mondiaux plus élevés et d'un environnement politique amélioré ont engendré les conditions les plus propices pour la croissance agricole depuis une trentaine d'années. Les pays d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires de développement reconnaissent désormais l'importance décisive du secteur pour une croissance diversifiée, la sécurité alimentaire, une nutrition améliorée et la réduction de la pauvreté. Cependant, une combinaison de défis anciens et émergents, allant du changement climatique à la volatilité accrue des prix, menace la capacité de l'Afrique de l'Ouest à saisir ces opportunités. Cette étude analytique conjointe FAO, BAD, CEDEAO propose trois parties : elle examine de plus près les facteurs déterminants et les tendances qui affectent la demande et l'offre de produits agroalimentaires ; analyse la performance du secteur agricole et les politiques afférentes au regard de ces tendances ; et tire les principales implications pour l'orientation de futures politiques.

▼ L'avenir leur appartient

Peu représentés dans les organisations paysannes, les jeunes ruraux africains sont pourtant une catégorie des plus importantes du monde agricole. Qui sont ces jeunes ? Quelles sont leurs difficultés et en quoi l'agriculture peut-elle y répondre ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles ce nouveau Bulletin répond, à l'appui de solides statistiques et références.

Jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest – quelles réalités et perspectives ?
Bulletin de synthèse Souveraineté alimentaire Inter-Réseaux – SOS Faim
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pr5bbm4>

Écoagriculture du futur



Biologie du sol et agriculture durable. Une approche organique et agroécologique
Par C. de Carné Carnavalet
Éditions France agricole, 2015,
272 p.
ISBN : 978-2-85557-378-6
39 €
Éditions France agricole
8, cité Paradis
75493 Paris Cedex 10

■ Les labours et fertilisants chimiques détruisent les sols, et la déforestation massive censée fournir des terres destinées à l'agriculture est une aberration. Fort de ce constat, l'auteur de cet ouvrage explique comment diverses techniques, pour certaines très anciennes, peuvent contribuer à protéger le sol, pour aller vers une agriculture organique et écologique. Après un premier chapitre intitulé "Vers un nouveau cycle agricole mondial : une agriculture organique", présentant les matières organiques végétales, l'auteur aborde en chapitre 2 les sols, les plantes et les organismes constructeurs des sols. La troisième partie explique comment pratiquer cette agriculture écologique et la quatrième partie propose les modes opératoires et techniques agricoles qui permettent la réactivation et l'entretien biologique des sols. Pour l'auteur, "il n'existe d'autre frein que psychologique à la mise en place de cette agriculture écologique et responsable permettant un retour à l'équilibre environnemental de notre planète". Bactéries, champignons et vers de terre sont ainsi conviés à revenir au premier plan, en tant qu'acteurs principaux de la dégradation enzymatique des matières organiques.

▼ Agir enfin

À l'heure de la COP 21, le magazine *Dajaloo* apporte un numéro à la fois pédagogique et militant, ni alarmiste, ni défaitiste, très utile. De l'histoire des Conférences sur le climat à la participation à la rencontre de Paris en passant par des récits de mobilisations locales en Inde, Tanzanie et au Pérou, le magazine rappelle que l'attentisme n'est plus une option.

Climat : Business as usual is not an option !
SOS Faim, *Dajaloo*, n° 46, septembre 2015
Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/o3w3ds2>

Côtes protégées



Aires marines protégées ouest-africaines. Défis scientifiques et enjeux sociétaux

Par M. Bonnin, R. Laë, M. Behnassi, dir.
IRD, 2015, 213 p.
ISBN : 978-2-7099-2092-6
35 €
IRD, Diffusion
voir p. 21

■ Les écosystèmes côtiers, qui concentrent actuellement 70 % de la population mondiale, sont particulièrement impactés par le changement climatique et les activités anthropiques. D'où les espoirs placés dans la création d'aires marines protégées (AMP). Au cours des dernières années, les AMP se sont multipliées, mais de nombreuses incertitudes demeurent sur leur efficacité réelle et les modalités de leur mise en œuvre. Les enjeux sociétaux associés à la multiplication des AMP interrogent les scientifiques, notamment en termes d'acceptation sociale, de régulation juridique et de pérennité des dispositifs mis en place. Dans cet ouvrage, juristes, écologues, géographes et économistes s'intéressent à cette question, apportant un éclairage interdisciplinaire sur le développement de ces espaces de conservation. L'Algérie, le Maroc et le Sénégal sont les pays étudiés, mais l'ouvrage présente des recommandations bien au-delà de cette zone géographique. Sans éluder les limites des AMP, il démontre combien leur utilité à une échelle régionale et globale se justifie pleinement. La bonne santé des habitats côtiers aidant à lutter contre les perturbations et notamment le réchauffement climatique.

▼ La fin d'une plateforme

Depuis 1999, les acteurs du renforcement de capacités ont lu et suivi avec intérêt les travaux du site Capacity.org, publication de référence sur le sujet. En 15 ans, 47 exemplaires ont été produits et le site a développé un réseau de lecteurs fidèles. Faute de financement, le site cesse sa production. L'adresse demeure, avec l'ensemble des contenus produits au fil des années.

Le renforcement des capacités au-delà de l'aide

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pc546yk>

Microfinance solidaire



La microfinance et ses dérives. Émanciper, discipliner ou exploiter ?

Par I. Guérin
IRD/Demopolis, 2015, 291 p.
ISBN : 978-2-35457-049-1
23 €
Éditions Demopolis,
4, rue Scipion
75005 Paris
www.demopolis.fr

■ Comprendre en profondeur les dérives de la microfinance pour mieux penser son avenir, tel est l'ambitieux programme de cet ouvrage de socio-économie. Il s'inspire pour cela d'enquêtes en Inde du Sud et de diverses recherches comparatives réalisées par des experts reconnus de cette discipline. Avec moins de 10 millions de clients recensés en 1998 et plus de 200 millions aujourd'hui, pas étonnant que la "microfinance" (l'ensemble des services financiers destinés aux populations exclues des institutions financières classiques) fasse l'objet de controverses. Dans cet ouvrage, l'auteur tente de comprendre comment, d'une panacée universelle, la microfinance est devenue pour certains à la fois le cheval de Troie de l'idéologie néolibérale et un mirage. Crises d'impayés et surendettement ont peu à peu découragé les politiques de développement d'y investir, mais des investisseurs privés sont apparus. Nouveaux acteurs, nouvelles technologies, nouveaux modèles que l'auteur présente avant d'inviter le lecteur à "penser la microfinance en termes d'économie solidaire". Un ouvrage d'opinion qui donne les outils et analyses qui permettront de comprendre et de se positionner dans un débat clivé.

▼ La faim cartographiée

Une carte peut parfois dire beaucoup plus que de longs discours. C'est le cas de cette carte produite par la FAO intitulée "Cibles de réduction de la faim fixées dans l'Objectif 1 du Millénaire pour le développement et lors du Sommet mondial de l'alimentation". La carte principale est complétée par deux cartes : "Prévalence de la sous-alimentation" et "Réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation". Six constats complètent cette riche infographie.

FAO, Carte de la faim 2015

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/pxdjxrl>

Au-delà du lac



Atlas du lac Tchad

Passages, 2015, n° spécial 183,
224 p.
ISBN : 377-0-0033-6508-2
30 €
Passages
10, rue Clément
75006 Paris
www.passages-adapes.fr

■ Quatre États (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad) se partagent les eaux du lac Tchad, c'est ce que rappelle Idriss Déby, président tchadien en préface de cet atlas, accompagné d'un avant-propos de Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères et du Développement international. Mais cet ouvrage est surtout le fruit de la collaboration d'une cinquantaine de scientifiques africains et européens. L'avenir du lac Tchad, oasis au cœur du Sahel, suscite des inquiétudes croissantes. Les sécheresses des années 1970-1980 ont réactivé la peur, ancienne, de sa disparition. Que faut-il croire parmi le flot des informations contradictoires et souvent alarmistes publiées par les médias ? Quel est son potentiel pour relever les défis des changements environnementaux, de la sécurité alimentaire et de la croissance démographique ? Quel modèle de gestion privilégier pour ce territoire qui s'inscrit dans un espace aux fortes tensions géopolitiques ? À l'heure où des phénomènes aussi divers que le réchauffement climatique et Boko Haram menacent les équilibres régionaux, cet atlas tente d'éclairer la complexité du lac Tchad, emblématique des enjeux du développement durable en Afrique.

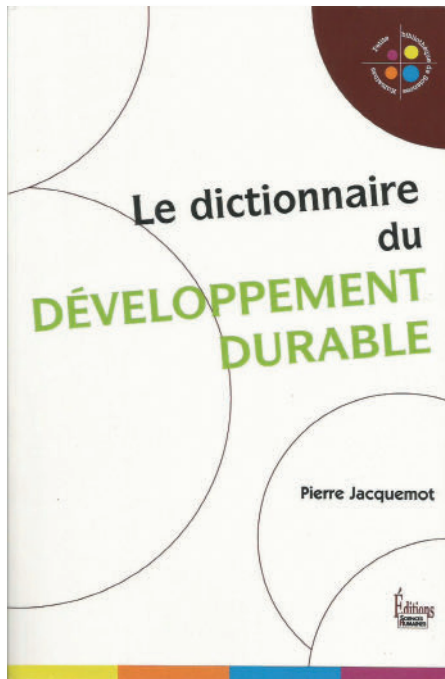
▼ Projections agricoles

Une mine de statistiques et d'informations sur l'agriculture, voici ce que propose cet ouvrage de plus de 150 pages produit conjointement par l'OCDE et la FAO. Produits, politiques et pays sont passés au peigne fin pour une analyse fine des perspectives des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles de base pour la décennie à venir.

OCDE/Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2015), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015, Éditions OCDE, Paris

Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/plku395>

Dictionnaire éclectique



Le dictionnaire du développement durable
 Par P. Jacquemot
 Sciences humaines éditions, 2015,
 499 p.
 ISBN : 978-2-36106-308-5
 18,50 €
 Sciences humaines éditions
 38, rue Rantheaume
 BP 256
 89004 Auxerre Cedex
www.scienceshumaines.com

ce dictionnaire du développement durable propose d'armer le lecteur des concepts et notions adéquats pour comprendre les enjeux d'un concept multiforme.

Universitaire et diplomate, son auteur est aussi président de l'ONG française GRET, d'où l'orientation de l'ouvrage sur les pays du Sud, mais pas seulement. L'auteur présente 750 notions, lois, modèles, politiques, paradoxes et théories qui s'appliquent en économie, écologie et sociologie du développement. Au format poche, rédigé de façon claire et intelligible, ce petit ouvrage renseignera étudiants en développement comme militants d'ONG ou décideurs sur des concepts indispensables à qui veut comprendre le monde d'aujourd'hui et s'y engager. Outil de réflexion et d'aide à la décision, ce dictionnaire comporte de nombreuses entrées qui seront indispensables à qui s'intéresse au développement agricole et rural dans les pays ACP.

■ “Le développement durable est une affaire citoyenne”, voici une phrase clé de l'introduction à ce dictionnaire éclectique qui définit ainsi le “développement durable” : “la conjugaison de quatre préoccupations : la viabilité économique, le progrès social, la soutenabilité environnementale et la diversité culturelle.”

De A comme “accord-cadre international” à Z comme “zone monétaire”, en passant par citoyenneté, désertification, faim, fraude fiscale, politique foncière ou warrantage,

▼ Parcours d'enfants

Près de 60 % de tous les enfants qui travaillent le font dans le secteur agricole, soit quelque 100 millions de garçons et de filles. Entre un enfant qui travaille dès 6 ans aux champs et un autre qui a la chance d'aller à l'école, et dont les droits sont respectés, le parcours n'est pas le même... Cette affiche dessine le parcours des deux types d'enfants, qui ne sont pas promis au même avenir.

Le travail des enfants dans l'agriculture (affiche)
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/odlmv0z>

▼ Coopération transfrontalière

Selon ce rapport de la Banque mondiale, la production ouest africaine de riz pourrait doubler si les gouvernements repensaient leurs politiques et ouvraient les échanges dans la région. Le rapport étudie des options pour les décideurs au plan régional et national.

Relier les marchés des produits alimentaires de base et les marchés des intrants en Afrique de l'Ouest : Un programme pour le commerce régional des pays de la CEDEAO
 Par J.-C. Maur et B. Shepherd
 Groupe Banque mondiale, 2015, 248 p.
 Téléchargeable sur : <http://tinyurl.com/p3kwo8p> ;
 rapport complet en anglais : <http://tinyurl.com/q56jj2s>

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe @ sont téléchargeables sur <http://publications.cta.int>.

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :
 N'utilisez qu'un seul canal !

- Vous avez un compte sur <http://publications.cta.int> ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur “Ajouter au panier” et “Passer la commande”.
- Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonnée aux publications du CTA :

Demandez un abonnement via le site <http://publications.cta.int>, par courriel à pdsorders@cta.int ou par la poste à CTA – PDS, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas.

En 2016, les organisations qui s'abonnent recevront 200 unités de crédit. Celles déjà abonnées recevront 200 unités de crédit plus la moitié du nombre d'unités de crédit dépensées en 2015, soit un maximum de 400 unités de crédit.

Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :

Vous pouvez, soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie, soit les télécharger sur <http://publications.cta.int> si elles sont en accès libre. Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement ! Les titres précédés du symbole sont disponibles à l'achat chez les éditeurs mentionnés ou en librairie.

Impact et résultats, les maîtres mots de la vision stratégique du CTA

À l'instar de toutes les organisations internationales, le CTA évalue régulièrement ses stratégies et redirige ses activités en tenant compte des besoins de ses partenaires et bénéficiaires. Michael Hailu, directeur du CTA, explique comment le Centre a fait avancer les choses ces cinq dernières années, ainsi que les nouvelles orientations stratégiques choisies pour les cinq prochaines années.



1 *Quels ont été les principaux accomplissements du CTA ces cinq dernières années ?*

Ces cinq dernières années, le CTA a connu un profond changement organisationnel et renforcé ses compétences dans ses domaines stratégiques prioritaires – politiques, développement des chaînes de valeur et gestion des connaissances. Ce faisant, le CTA a délaissé son image d'organisation œuvrant essentiellement à la publication et à la distribution d'ouvrages pour devenir un coordonnateur techniquement compétent, un facilitateur et un développeur de capacités dans ces domaines. Nous avons entièrement réorganisé nos procédures et systèmes internes pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de nos services et notre appui aux bénéficiaires. Le CTA a également relevé la qualité et l'intensité de ses partenariats avec les principales institutions des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), dont les organes directeurs régionaux tels que la Commission de l'Union africaine et les organisations de producteurs, organismes gouvernementaux, secteur privé et organismes de recherche. Ses programmes ciblant les jeunes et les femmes ont réussi

à leur ouvrir des perspectives et renforcer leurs capacités. Par exemple, le CTA a formé plus de 3 000 personnes, essentiellement des jeunes professionnels, au Web 2.0 et aux médias sociaux. Dans tous les pays ACP, de nombreuses organisations proposent maintenant leurs propres formations au Web 2.0 et aux médias sociaux en se fondant sur la méthodologie et les kits de formation du CTA.

Au cours des trois ou quatre dernières années, le CTA a considérablement augmenté son appui aux organisations de producteurs en les aidant à améliorer leur visibilité, à se rapprocher de leurs membres et à se créer des opportunités sur les nouveaux marchés. Il a aussi lancé de nouveaux programmes dans le financement des chaînes de valeur, le commerce régional, l'agriculture intelligente face au climat et l'agrotourisme, qui portent déjà leurs fruits. Dans toutes ces actions, le CTA a pu créer pour ses principaux groupes cibles – organisations de producteurs, jeunes, femmes, communautés locales et décideurs – un espace leur permettant de partager leurs expériences et perspectives dans la résolution de leurs problèmes communs. Ces cinq dernières années, le CTA a fait des progrès considérables qui lui permettent de jouer un rôle important dans la transformation de l'agriculture des pays ACP en moteur d'une croissance intégratrice.

2 *Le Centre s'apprête à mettre en œuvre son plan stratégique 2016-2020. Y a-t-il de nouveaux domaines auxquels le CTA va s'intéresser ? Si c'est le cas, pourriez-vous expliquer pourquoi et comment ?*

Effectivement, le CTA est en train de finaliser son plan stratégique 2016-2020. Nous n'envisageons pas de réorientation majeure par rapport à notre plan stratégique actuel parce que la voie que nous avons définie il y a cinq ans reste valide et en accord avec les préoccupations de nos

parties prenantes. La nouvelle stratégie tiendra compte de l'évolution interne et externe du milieu et des enseignements acquis ces cinq dernières années. Avant tout, elle sera plus axée sur les résultats et l'impact. Elle privilégiera aussi davantage le travail avec le secteur privé par un appui au développement des agroentreprises qui ouvrira des débouchés commerciaux aux petits producteurs et petites et moyennes entreprises des pays ACP. Nous intensifierons aussi notre action dans l'agriculture intelligente face au climat et l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels. Cela répond aux grands défis auxquels sont confrontées les régions ACP en matière de changement climatique et de malnutrition – carences en micronutriments et obésité. Dans tous nos travaux, nous tirerons parti de nos partenariats avec plusieurs institutions œuvrant sur des problèmes semblables.

3 *Comment voyez-vous l'avenir du CTA dans cinq ans ?*

L'environnement externe évolue rapidement. De nouveaux événements inattendus dont l'impact sociopolitique est important se manifestent plus fréquemment que par le passé. Nous ne pouvons plus rien tenir pour acquis. Une telle incertitude forcera les organisations à devenir plus adaptables et à se préparer à de perpétuels changements. La stratégie 2016-2020 définira les grands paramètres des travaux du CTA pour les cinq prochaines années, mais nous savons que nous devons nous adapter continuellement pour rester pertinents et réactifs face aux besoins de nos parties prenantes. Le CTA est bien positionné pour jouer un rôle plus proactif dans le partenariat ACP-UE et faire avancer l'agriculture durable, le développement des agroentreprises, l'emploi des jeunes et la croissance intégratrice. Dans les cinq prochaines années, le CTA s'efforcera d'amplifier son impact en s'appuyant sur des partenariats plus efficaces et des sources de financement diversifiées.

Services aux lecteurs

Écrire à *Spore*

CTA — rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE:

- gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) :

s'abonner

- via <http://publications.cta.int> en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;

- par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas) ou par courriel à spore@cta.int.

- payant pour toute autre adresse :

Abonnement à souscrire auprès de Earthprint Ltd

Cavendish Road
Cavendish House
Stevenage, Herts
SG1 2EQ

United Kingdom

E-mail : CTA@earthprint.co.uk

RECEVOIR LE RÉSUMÉ

GRATUIT PAR E-MAIL

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://spore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à :

join-spore-fr@lists.cta.int

Pour la version texte seulement :

join-spore-text-fr@lists.cta.int

LIRE SPORE SUR ÉCRAN

- sur le Web : consultez spore.cta.int

Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.

- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

TENDANCES : Agriculture et éducation



© A. Traylor-Smith

Les ministères de l'éducation ACP intègrent de plus en plus l'agriculture dans leurs programmes d'enseignement.

DOSSIER : Agriculteurs connectés



© R. Burgler

Mettre en place les connexions requises pour l'agrobusiness.

CHAÎNES DE VALEUR : Inclusion



© N. Palmer

Les petits producteurs peuvent parfaitement fournir l'industrie alimentaire, s'ils bénéficient d'un environnement favorable.



LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR



Briefings de Bruxelles sur le développement

Sensibiliser la communauté du
développement ACP-UE depuis 2007 aux
défis agricoles et ruraux d'aujourd'hui

www.bruxellesbriefings.net

Les Briefings de Bruxelles sont une initiative du CTA et de ses partenaires :
la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des
Ambassadeurs ACP et la confédération CONCORD.

EXPLOREZ LE NOUVEAU SPORE

+ d'expertises

+ d'infos sur
votre région



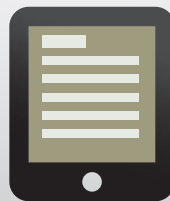
+ de débats
et d'opinions

+ d'interactivité

Le développement agricole, chaque jour, à portée de clic



SMARTPHONE



TABLETTE



ORDINATEUR



www.spore.cta.int